

SLVIe COSTIERES – CMCAS LANGUEDOC

Mardi 24 novembre 2015 18h30 Salle 222 rue de Maupassant Nîmes

La situation politique générale en Bolivie, la politique sanitaire de l'actuel gouvernement et les aspects de notre action dans le département du Beni (un des 9 départements du pays).

Par yves Verdeil – Association ERNESTO § enfants de Bolivie



C'est l'occasion de parler du Président Bolivien Evo MORALES.

Réélu pour la troisième fois, cet indien timide, a géré les problèmes avec prudence et rigueur sur la base de ses engagements.

Autant de raisons qui font que le peuple le garde aux commandes.

« J'ai la présidence pas le pouvoir » disait-il.

Yves Verdeil, nous parlera de son ressenti acquis lors de ses diverses actions solidaires, aides aux enfants, création de centres de santé, formation de praticiens, transmission de compétences, partenariat avec nos universités.

Fin 2005, Evo Morales remportait une écrasante victoire à l'élection présidentielle de Bolivie, avec un programme de réforme constitutionnelle, de droits pour les indigènes et la promesse de combattre la pauvreté et le néolibéralisme. Le 3 janvier, tout juste deux jours après sa prise de fonction, Morales recevait la visite de l'ambassadeur américain à La Paz, David L. Greenlee. L'ambassadeur n'y alla pas par quatre chemins : l'aide multilatérale à la Bolivie, soumise au feu vert des Etats-Unis, dépendrait de la bonne conduite du gouvernement de Morales. Cela aurait pu être une scène du *Parrain*.

L'ambassadeur montra l'importance cruciale des contributions américaines aux financements internationaux clés dont dépendait l'aide à la Bolivie, tels ceux de la Banque interaméricaine de développement (BID), de la [Banque mondiale Banque mondiale BM La Banque internationale pour la reconstruction et le développement \(BIRD\) a été créée en juillet 1944 à Bretton Woods \(Etats-Unis\), à l'initiative de 45 pays réunis pour la première Conférence monétaire et financière des Nations unies. En 2011, 187 pays en étaient membres.](#)

[Créée en 1944 à Bretton Woods dans le cadre du nouveau système monétaire international, la Banque possède un capital apporté par les pays membres et surtout emprunte sur les marchés internationaux de capitaux. La Banque finance des projets sectoriels, publics ou privés, à destination des pays du Tiers Monde et de l'ex-bloc soviétique. Elle se compose des cinq filiales suivantes :](#)

[**La Banque internationale pour la reconstruction et le développement \(BIRD, 184 membres en 2003\) octroie des prêts concernant de grands secteurs d'activité \(agriculture et énergie\), essentiellement aux pays à revenus intermédiaires.**](#)

[**L'Association internationale pour le développement \(AID, ou IDA selon son appellation anglophone, 164 membres en 2003\) s'est spécialisée dans l'octroi à très long terme \(35 à 40 ans, dont 10 de grâce\) de prêts à taux d'intérêt nuls ou très faibles à destination des pays les moins avancés \(PMA\).**](#)

[**La Société financière internationale \(SFI\) est la filiale de la Banque qui a en charge le financement d'entreprises ou d'institutions privées du Tiers Monde.**](#)

[Enfin, le **Centre international de règlements des différends relatifs aux investissements \(CIRDI\)** gère les conflits d'intérêts tandis que l'Agence multilatérale de garantie des investissements \(AMGI\) cherche à favoriser l'investissement dans les PED. Avec l'accroissement de l'endettement, la Banque mondiale a, en accord avec le FMI, développé ses interventions dans une perspective macro-économique. Ainsi la Banque impose-t-elle de plus en plus la mise en place de politiques d'ajustement destinées à équilibrer la balance des paiements des pays lourdement endettés. La Banque ne se prive pas de « conseiller » les pays soumis à la thérapeutique du FMI sur la meilleure façon de réduire les déficits budgétaires, de mobiliser l'épargne interne, d'inciter les investisseurs étrangers à s'installer sur place, de libéraliser les changes et les prix. Enfin, la Banque participe financièrement à ces programmes en accordant aux pays qui suivent cette politique, des prêts d'ajustement structurel depuis 1982.](#)

[TYPES DE PRETS ACCORDES PAR LA BM :](#)

[1\) Les prêts-projets : prêts classiques pour des centrales thermiques, le secteur pétrolier, les industries forestières, les projets agricoles, barrages,](#)

[routes, distribution et assainissement de l'eau, etc.](#)

2) [Les prêts d'ajustement sectoriel qui s'adressent à un secteur entier d'une économie nationale : énergie, agriculture, industrie, etc.](#)

3) [Les prêts à des institutions qui servent à orienter les politiques de certaines institutions vers le commerce extérieur et à ouvrir la voie aux transnationales. Ils financent aussi la privatisation des services publics.](#)

4) [Les prêts d'ajustement structurel, censés atténuer la crise de la dette, qui favorisent invariablement une politique néo-libérale.](#)

5) [Les prêts pour lutter contre la pauvreté.](#)

[Site : http://www.banquemondiale.org](http://www.banquemondiale.org) et du Fonds monétaire international. « *Lorsque vous pensez à la BID, vous devez penser aux Etats-Unis* », commenta l'ambassadeur. « Ce n'est pas du chantage, c'est la simple réalité » (...) « *J'espère qu'en tant que président de la Bolivie vous comprenez l'importance de cela* », ajouta-t-il, « *parce que si nos chemins se séparaient, ce ne serait bon ni pour la région, ni pour la Bolivie, ni pour les Etats-Unis* ». [06LAPAZ6]

Néanmoins Evo Morales ne modifia pas son programme d'un iota. Dans les jours qui suivirent, il mit les bouchées doubles et présenta des plans de re-réglementation des marchés du travail, de renationalisation de l'industrie des hydrocarbures et d'une coopération renforcée avec l'ennemi juré des Etats-Unis, Hugo Chavez. En réponse, Greenlee suggéra un « *menu de possibilités à la carte* » pour tenter de contraindre Morales à se plier aux volontés de Washington. Parmi ces mesures : veto aux prêts multilatéraux de plusieurs millions de dollars, report de l'allègement multilatéral programmé de la [dette Dette Dette multilatérale : Dette qui est due à la Banque mondiale, au FMI, aux banques de développement régionales comme la Banque Africaine de Développement, et à d'autres institutions multilatérales comme le Fonds Européen de Développement. Dette privée : Emprunts contractés par des emprunteurs privés quel que soit le prêteur.](#)

[Dette publique : Ensemble des emprunts contractés par des emprunteurs publics.](#), pressions pour décourager le versement d'aides par la Millenium Challenge Corporation [2] – aides que la Bolivie n'a jamais reçues bien qu'elle figure parmi les pays les plus pauvres de l'hémisphère - et suppression du « *soutien matériel* » aux forces de sécurité boliviennes. [06LAPAZ93]

Malheureusement pour le Département d'Etat, il devint très vite clair que les menaces de ce type seraient dûment ignorées. Morales avait déjà décidé de réduire drastiquement la dépendance de la Bolivie aux lignes de crédit multilatérales soumises au contrôle du Trésor américain. Quelques semaines après son intronisation, Morales annonça que la Bolivie cesserait d'être redevable au FMI et laisserait l'accord de prêt du Fonds expirer à son terme. Des années plus tard, Morales conseillera à la Grèce et aux autres pays européens endettés de suivre l'exemple de la Bolivie et de « *se libérer économiquement du diktat du FMI* ».

Faute de pouvoir contraindre Morales à se soumettre à ses ordres, le Département d'Etat joua alors la carte du renforcement de l'opposition bolivienne, et la région de la Media Luna [3], que cette dernière contrôlait, commença à recevoir une aide plus importante des Etats-Unis. Un câble d'avril 2007 propose « un effort accru de l'USAID [4] pour renforcer les gouvernements régionaux dans le but de faire contrepoids au gouvernement central ». [07LAPAZ1167]. Un rapport de 2007 de cette agence indique que son Bureau des initiatives de transition (Office of

Transition Initiatives, OTI [\[5\]](#)) « *avait approuvé 101 subventions pour un montant total de 4 066 131 dollars en vue d'aider les dirigeants des départements à opérer plus stratégiquement* ». Des fonds furent également versés aux groupes indigènes qui « *s'opposaient à la vision des communautés indigènes qu'avait Evo Morales* ». [\[08LAPAZ717\]](#)

Un an plus tard, les départements de la région de la Media Luna allaient entrer en rébellion ouverte contre le gouvernement Morales. Dans un premier temps, ils organisèrent des référendums sur l'autonomie, bien que ceux-ci aient été déclarés illégaux par l'autorité judiciaire nationale. Ils soutinrent ensuite des manifestations autonomistes violentes qui firent au moins 20 morts chez les partisans de la politique gouvernementale. Beaucoup eurent la conviction qu'il s'agissait d'un coup d'Etat en marche. La région ne retrouva son calme que sous la pression de tous les autres présidents d'Amérique du Sud, qui firent une déclaration commune de soutien au gouvernement constitutionnel du pays.

Tandis que l'Amérique du Sud faisait bloc derrière Evo, les Etats-Unis étaient en contact régulier avec les dirigeants du mouvement d'opposition violent, séparatiste et raciste, alors même qu'ils parlaient ouvertement de « *faire sauter les gazoducs* » et évoquaient la violence « *comme moyen probable de forcer le gouvernement à ... prendre au sérieux l'ouverture d'un dialogue* ». [\[08LAPAZ1931\]](#)

Contrairement à sa position officielle durant les événements d'août-septembre 2008, le Département d'Etat prit très au sérieux la possibilité d'un coup d'Etat contre le président Evo Morales, voire de son assassinat. Un câble révèle les plans de l'ambassade américaine à La Paz pour se préparer à un tel événement : « Le Comité des actions d'urgence mettra au point avec la cellule de crise de l'US Southern Command [\[6\]](#) un plan de réaction immédiate en cas d'urgence soudaine, c'est-à-dire de tentative de coup d'Etat ou de décès du président Morales ». [\[08LAPAZ2083_a\]](#)

Les événements de 2008 furent cependant le plus grand défi lancé à la présidence d'Evo Morales, et le moment où il fut le plus près d'être renversé. Les préparatifs de l'ambassade américaine en vue d'un possible départ de Morales de la présidence révèlent que les Etats-Unis croyaient au moins que la menace qui pesait sur lui était bien réelle. Qu'ils ne l'aient pas dit publiquement ne fait que montrer dans quel camp ils se situaient durant le conflit, et quelle issue ils auraient probablement préférée.